

[lesinrocks.com](https://www.lesinrocks.com)

“Insécurité culturelle”, “France périphérique” : de quoi le succès des thèses de Christophe Guilluy est-il le nom ? - Les Inrocks

Mathieu Dejean

17-22 minutes

Dans son dernier ouvrage, “No society. La fin de la classe moyenne occidentale” (Flammarion), le géographe Christophe Guilluy synthétise ses réflexions sur l’abandon et l’invisibilisation de la “France périphérique” par “le petit monde des métropoles”. Ses thèses, très influentes dans la sphère politique, posent pourtant problème, selon les chercheurs que nous avons interrogés.

En une quinzaine d’années, les réflexions du géographe Christophe Guilluy sur les liens entre inégalités sociales, fractures territoriales et tensions ethnico-raciales sont devenues prégnantes dans le champ des idées. Vulgarisées par ses livres au style incisif, au premier rang desquels *La France périphérique : comment on a sacrifié les classes populaires* (2014), elles se diffusent désormais dans la sphère politique, et sont reprises aussi bien par l’extrême droite que par une partie de la gauche radicale, en passant par Emmanuel Macron, qui l’avait [consulté](#) quand il

était ministre pour préparer sa campagne.

Dans son dernier livre, *No Society, La fin de la classe moyenne occidentale* (Flammarion), qui a bénéficié d’une large couverture médiatique, il radicalise encore son vocable, accusant “*la classe médiatique et académique*” et le “*petit monde des métropoles*” d’occulter les périphéries populaires. Ces idées et les catégories utilisées par le géographe ne font cependant pas consensus parmi les chercheurs en sciences sociales. Anaïs Collet, sociologue à l’université de Strasbourg, Aurélien Delpirou, géographe à l’Ecole d’urbanisme de Paris, et Frédéric Gilli, économiste à l’Ecole urbaine de Sciences-Po, directeur de l’agence Grand Public, tous trois membres de la rédaction de la revue

Métropolitiques, estiment que “*les procès qu’il instruit aggravent la crise démocratique sans contribuer en aucune manière à résoudre la question sociale puisqu’il la pose mal*”. Ils nous expliquent pourquoi.

Dans son nouveau livre, *No Society*, le géographe Christophe Guilluy décrit un phénomène de “*disparition de la classe moyenne occidentale*”. Êtes-vous d’accord avec ce postulat ?

Anaïs Collet – Comment l’être ? Il est impossible de parler sérieusement et de manière empiriquement fondée de “la classe moyenne occidentale”, au singulier. De fait, le livre de Guilluy ne comporte aucune définition claire et stable de ce que recouvre cette expression, qui sert avant tout à attirer lecteurs et commentateurs. La thèse formulée par l’auteur – de manière très impressionniste – est que les anciennes classes moyennes auraient subi un vaste décrochage et formeraient aujourd’hui le gros du bataillon des classes populaires. Cette thèse n’est pas vérifiée, du moins en France. Les professions intermédiaires –

infirmiers, travailleurs sociaux, professeurs des écoles, personnels administratifs de catégorie B des collectivités locales, techniciens de l'industrie, des services commerciaux ou comptables des entreprises, etc. – sont loin d'avoir disparu : elles forment le cœur indiscutable des classes moyennes et représentent un quart de l'emploi, un chiffre en croissance. En outre, si la mobilité sociale n'a pas augmenté depuis les années 1980, elle n'a pas non plus diminué et ce sont précisément les enfants issus de ce groupe qui ont vu le plus progresser leurs chances d'ascension sociale. C'est pour les classes populaires que l'horizon s'est un peu assombri depuis le milieu des années 2000.

Frédéric Gilli – A force d'amalgames, Guilly réduit la « classe moyenne » à la population blanche, populaire, habitant loin des métropoles, mais aussi loin des villes et des bourgs et en décrochage social. Si cette population existe, elle constitue une petite partie de la réalité sociale française et elle est très loin d'être majoritaire y compris dans ce qui a pu composer la classe moyenne ! Qui plus est, le regard qu'il porte sur les territoires « périphériques » est simplificateur. De nombreux travaux, notamment ceux d'Olivier Bouba-Olga, montrent la vitalité des territoires non « métropolitains ».

A.C – Deux phénomènes peuvent toutefois nourrir un sentiment de déclassement. Premièrement, les inégalités intergénérationnelles : le malheur des jeunes générations est d'avoir pour référence les baby-boomers. Or, c'est le destin de ces derniers qui constitue l'exception et non la règle à l'échelle d'un siècle. Deuxièmement, la montée des inégalités économiques, dans une large mesure liée à l'augmentation vertigineuse des revenus et des patrimoines des 1 % les plus aisés, qui laissent en

effet derrière eux des classes moyennes et des classes populaires dont les conditions matérielles d'existence stagnent, voire se détériorent. Mais il faudrait alors, dans la comparaison internationale, souligner que ces inégalités ont beaucoup moins progressé en France qu'en Angleterre, en Allemagne ou aux États-Unis et montrer ainsi les effets protecteurs d'un modèle social associant une fonction publique nombreuse, des mécanismes redistributifs puissants et des retraites décentes, plutôt que d'associer hâtivement la France à l'ensemble de "l'Occident" dans un destin commun.

Selon lui cette disparition, et le mécontentement consécutif des déclassés de la mondialisation, ont pour effet une “vague populiste” qui surprend l'Occident. Rejoignez-vous cette interprétation ?

F.G – Beaucoup de travaux universitaires ont été produits ces derniers mois sur la question des populismes ; ils fournissent des éléments d'analyse bien plus éclairants qu'une grossière mécanique socio-politique sur ce qui se joue aujourd'hui dans les pays occidentaux. Ils renvoient notamment à la “perte de pouvoir” sur le cours des choses, ressentie et expérimentée par une part croissante de la population, quels que soient les territoires et la position sociale. Par mon travail, j'ai la chance d'être régulièrement en contact avec tous les milieux sociaux de ce pays, depuis les immigrés récemment arrivés dans les quartiers populaires jusqu'aux dirigeants des grands groupes, depuis les habitants des cantons les plus fragilisés des zones rurales jusqu'aux responsables des partis politiques : tous expriment le même sentiment qu'ils ne peuvent rien et déplorent une crise du pouvoir démocratique. La question centrale qu'ils posent n'est pas

de trouver un débouché politique à une haine revancharde issue d'un déclassé ressenti, mais de trouver les moyens de se réapproprié leur futur, de retrouver des capacités d'agir sur leur vie et leur territoire. Si le désenchantement démocratique conduit certains à des votes populistes, promettant de rendre le pouvoir au peuple (sans le plus souvent préciser quel pouvoir ni quel peuple), la plupart d'entre eux conjuguent un repli individuel massif (qui se traduit par une abstention très forte) et une multiplication des investissements ponctuels pour des “causes”. Faute de s'intéresser à la réalité du pays, les appareils politiques ou associatifs ne voient pas cette énergie et quand ils la croisent ils ne savent pas comment l'accompagner. Et dans le vide béant qu'ils ouvrent, les bonimenteurs et les aventuriers trouvent toute leur place.

Ne met-il pas le doigt sur une réalité politique : un processus de désaffiliation entre les catégories populaires et la gauche, devenue complice du libéralisme ?

F.G – Il met le doigt sur l'incapacité des appareils politiques, à gauche, à se saisir de cet écart entre les aspirations de chacun et le monde tel qu'il tourne. Si trahison il y a eu, c'est celle des espoirs que le « peuple » pouvait mettre dans ses représentants. Il n'y a pas de « complot organisé » pour dépouiller les classes populaires blanches des zones rurales, il y a eu un oubli coupable. En réalité, la gauche a renoncé à réfléchir, avec les citoyens, à imaginer un monde meilleur. En partie sonnée par la violence de l'attaque ultra-libérale à laquelle elle n'était pas prête, en partie complaisante avec un système qui offre un indéniable confort à la partie la plus notabilisée des appareils politiques, syndicaux et associatifs, elle a abandonné le combat. Et elle a été elle-même

grignotée jusqu’au plus profond de ses organisations, par les logiques individualistes. Le processus de désaffiliation est donc bien plus prononcé et plus grave que ne le dit Guilluy, parce qu’il ne se nourrit pas d’une crise sociale mais d’une crise démocratique. Et c’est en ce sens que ses écrits posent problème : les procès qu’il instruit aggravent la crise démocratique sans contribuer en aucune manière à résoudre la question sociale puisqu’il la pose mal... C’est doublement perdant.

Au fil de ses ouvrages, en particulier depuis 2014 (*La France périphérique*), il se présente de plus en plus comme le porte-voix d’une partie des classes populaires, contre la doxa dominante de la “France des élites”, relayée complaisamment par “*la classe médiatique et académique*”. Comment expliquez-vous cette radicalisation lexicale ?

Aurélien Delpirou – Nous partageons plusieurs éléments du constat fait, avec et après bien d’autres, par Christophe Guilluy : le creusement des inégalités sociales ; la déconnexion croissante entre élites politiques et économiques d’une part, classes populaires de l’autre ; le consensus idéologique implicite sur certains objectifs politiques, devenus de véritables totems de l’action publique (métropolisation, compétitivité, excellence, etc.). En tant qu’enseignants-chercheurs, nous avons été les premiers à documenter ces évolutions et à déconstruire ces choix – ce qui nous est encore souvent vertement reproché. L’idée qu’il y aurait une collusion entre monde académique, classe politique et médias est donc non seulement saugrenue mais totalement fausse. La réalité est que pour tout un ensemble de raisons, comme la domination sans partage exercée par les hauts-fonctionnaires dans l’administration ou la dévalorisation sociale des diplômés

académiques (à commencer par le doctorat), les universitaires français sont largement marginalisés dans le débat public et médiatique. Cette situation est unique en Europe : en Allemagne, en Italie, en Grande-Bretagne, l’expertise académique est non seulement reconnue mais recherchée ; les cadres des collectivités, les élus et souvent même les ministres sont issus de l’université. Plus largement, de la part d’un essayiste dont les ouvrages font l’objet d’une couverture médiatique à la fois dithyrambique et digne d’une rock star – de RMC à France Culture, en passant par *Causeur*, *Marianne* et *Valeurs actuelles*, et dont le discours est devenu le mainstream de la pensée territoriale, de l’extrême-gauche à l’extrême-droite du champ politique, ce discours de victimisation est assez cocasse. Dans un grand classique du retournement de stigmates, il sert d’abord et avant tout à construire et à légitimer une posture, à décrédibiliser les éventuelles critiques et à faire du buzz à des fins commerciales.

En opposant les catégories populaires, entre celles “favorisées” de la métropole et celles “laissées pour compte” de la périphérie, participe-t-il à accentuer l’obsession identitaire d’une partie du champ politique en France ?

A.C – Que ce soit ou non son dessein, il est évident qu’en opposant “minorités” des banlieues et “petits blancs” des périphéries comme il le fait régulièrement, Guilluy nourrit une vision ethnicisée des divisions supposées des classes populaires. Or cette vision est à la fois fausse et pernicieuse. Fausse, car ce qui différencie le plus les classes populaires entre elles est l’accès ou non à un emploi stable et correctement rémunéré. De ce point de vue, résider à quelques kilomètres de La Défense ou de Roissy

aide moins qu’accéder à une formation qualifiante ou à un premier recrutement. Or, autant les aides sociales sont aveugles aux origines, autant les employeurs ne le sont pas toujours. On touche ici au deuxième point : cette vision est pernicieuse car elle nourrit un racisme approximatif (le stigmat est-il d’être originaire du Maghreb ou de Seine-Saint-Denis ?) et néanmoins puissant, adossé à deux mécanismes sociaux connus depuis la nuit des temps : en temps de crise, opposer « bons pauvres » et « mauvais pauvres » permet de faire le tri et de réduire le nombre de ceux qui « méritent » d’être aidés ; et discréditer les derniers arrivés en médiatisant les agissements de quelques déviants permet aux « établis » de se rassurer à bon compte. Mais cela n’a jamais réglé leurs problèmes.

S’il oppose beaucoup la classe dominante aux classes populaires, les termes de « gauche » et de « droite » semblent désormais bannis de son vocabulaire. S’inscrit-il en cela dans un courant qui vise à faire de l’opposition entre « peuple » et “élites” le clivage politique central en Europe ?

F.G – Une distance s’est installée entre les élites et le reste de la population, mais le clivage, lui, est politiquement organisé. C’est une polarisation qui arrange très bien à la fois Le Pen ou Guillaud et Macron ou Minc. Le problème, c’est qu’en préemptant et en cristallisant le champ médiatique, les uns comme les autres empêchent qu’émerge de vrais débats dans l’espace public. Or, ce dont nous avons besoin aujourd’hui, ce que demandent les habitants rencontrés et longuement interviewés partout dans le pays, c’est un peu d’apaisement pour réfléchir tranquillement, tous ensemble, à comment on prend en main notre avenir.

L’hystérisation et les anathèmes lassent les Français. Alors oui, en

l'absence de ces espaces, un nombre croissant de citoyens cède à la tentation de tout envoyer en l'air. Mais on voit bien, dans les réunions publiques, à quel point les salles se font silencieuses quand un expert prend la parole une fois qu'il a pris le temps d'écouter les habitants. On très loin de l'opposition frontale entre le cercle de la raison et les gaulois réfractaires ou entre les élites et le peuple : même si les habitants reprochent massivement une certaine morgue des élites – à tous les niveaux du pouvoir, ils sont dans la recherche de solutions.

A.D – Il ne s'agit pas de caricaturer la situation en alimentant la machine à détricoter la démocratie : chez les élus comme dans le monde académique, il y a beaucoup de gens qui assument avec humilité la difficulté à inventer des nouveaux repères et la nécessité de le faire de manière collective. Peut-être faudrait-il donner plus de place au récit de ces initiatives, car quand les supposées « élites » – dont Guilluy fait évidemment partie ! – envoient clairement le message qu'elles sont « aux côtés » des citoyens, des projets passionnants émergent dans tous les types de territoires.

Dans son livre, il répond par anticipation aux objections d'une « poignée d'universitaires » qui selon lui « refuse de prendre en compte les effets de la mondialisation ». Après la controverse sur *Le Danger sociologique* de Gérard Bronner, ou celles suscitées par les thèses de Laurent Bouvet sur l'insécurité culturelle, qu'est-ce que cela dit sur les clivages qui traversent les sciences sociales ?

A.D – La réalité est que Christophe Guilluy a une connaissance très superficielle du champ académique et de ses productions. Les chercheurs et enseignants-chercheurs ne constituent en aucun

cas un bloc homogène aux plans scientifique et politique, dont les théories et intérêts seraient convergents. Bien au contraire, le monde académique est traversé de nombreuses controverses, parfois très vives, mais dans le respect des règles du débat scientifique (qui s’appliquent partout dans le monde) : honnêteté et rigueur intellectuelles, validité empirique, confrontation des résultats. Par ailleurs, la question des effets de la mondialisation sur les sociétés et les territoires est au cœur des sciences sociales depuis presque trente ans, bien avant la publication des premiers ouvrages de Guilly. Ainsi, en économie et en sociologie, la thèse de la « moyennisation » de la société (Henri Mendras) a été battue en brèche par de très nombreux travaux sur « le retour des classes sociales » (selon le titre d’un article fameux de Louis Chauvel paru en 2001), le creusement des inégalités à toutes les échelles (d’Edmond Préteceille à Thomas Piketty), les nouveaux « ouvriers après la classe ouvrière » (Stéphane Beaud et Michel Pialoux). En géographie, Guilly s’attribue des notions forgées et diffusées dès le début des années 1990 par des universitaires, comme le « périurbain subi » (Martine Berger, Lionel Rougé) ; par ailleurs, de très nombreux travaux, thèses, mémoires ont documenté les effets de la désindustrialisation sur les petites villes et les territoires ruraux, la fragilisation des villes moyennes, le « décrochage » de certaines campagnes.

A.C – En ce qui concerne la notion d’insécurité culturelle, il existe en effet une forte résistance au sein des sociologues, pour plusieurs raisons. La première d’entre elles tient au caractère réactionnaire (au sens de réfractaire à la nouveauté et à l’altérité) qui est implicitement attribué par les tenants de cette notion aux classes populaires et aux territoires dits périphériques

(campagnes, villages périurbains). Or, non seulement les classes populaires sont loin d'être majoritairement fermées à la fréquentation d'autres cultures, mais il existe aussi parmi les « gagnants de la mondialisation » de vrais réactionnaires. Ce à quoi les classes populaires sont effectivement en grande partie opposées, ce sont les effets économiques et sociaux de la mondialisation libérale et l'acceptation, par les élites, du jeu de la concurrence généralisée entre territoires et entre travailleurs. De ce point de vue, les élus locaux ne sont pas plus vertueux que les « technocrates » parisiens ou bruxellois : tous ont cédé, chacun à son échelle, aux sirènes du marketing territorial et à la course aux investissements.

A.D – Bien au-delà du cas Guilly, le décalage entre les savoirs académiques, les débats médiatiques et les orientations politiques est révélateur du manque de diffusion des sciences sociales auprès du grand public. La responsabilité en incombe bien sûr aux chercheurs eux-mêmes, qui répugnent souvent à s'engager sur le terrain de la vulgarisation, mais aussi aux élus, aux médias et aux intellectuels. Ce vide est occupé par des polémiques stériles voire nocives, au détriment de controverses utiles, documentées et ouvertes sur l'avenir. Au-delà des déclamations faciles et des appels au repli, l'enjeu est de construire des visions et des politiques alternatives en matière de solidarité et de complémentarité entre territoires et populations. Voilà des débats et des défis vraiment intéressants.

Propos recueillis par Mathieu Dejean